

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 59

Excusés : 13

Absents : 8

REUNION DU 9 OCTOBRE 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI NEUF OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le TROIS OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, Mme BRAIHIM Marwa, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme MABCHOUR Najet, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme FAOUZI Hanane, M. LAPORTE Pierre, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme PINHEIRO Amélie,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MENDES Odette, Mme MAROUN Séverine, M. BAILLON Jean-François, M. GESELL Quentin, M. ZANGRILLI François, Mme LAGNEAU Muriel, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, M. RANQUET Jean-Philippe, M. CHAUSSAT Jacques,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CANNAROZZO Frank, M. DESRUMAUX Denis, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, Mme LEMARCHAND Brigitte.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme Virginie de CARVALHO

DELIBERATION N°130 - URBANISME – MODIFICATION SIMPLIFIEE N°9 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE TREMBLAY-EN-FRANCE - DECISION DE NON-REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE SUITE A L'AVIS CONFORME DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de madame Virginie de CARVALHO,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.104-1 à L.104-3 et R.104-33 à R.104-37 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite loi ASAP ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu le plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du conseil municipal le 30 mai 2011 ;

Vu la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du conseil municipal le 19 septembre 2013;

Vu la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du conseil municipal le 18 septembre 2014, les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du conseil municipal le 25 juin 2015, les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23 bis du conseil de territoire le 20 mars 2017, la modification simplifiée n°6 approuvée par délibération n°94 du conseil de territoire le 3 juillet 2017, la modification simplifiée n°7 approuvée par délibération n°13 du conseil de territoire le 9 avril 2018 et la modification simplifiée n°8 approuvée par délibération n°10 du conseil de territoire le 1er mars 2019.

Apposé de réception en préfecture
093-200058097-20231009-130-09-10-2023-DE
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Vu la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du conseil de territoire le 3 octobre 2016 ;

Vu la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France ;

Vu la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du conseil de territoire le 28 octobre 2021 ;

Vu l'arrêté n°2023/005 en date du 16 mars 2023 prescrivant la procédure de modification simplifiée n°9 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France ;

Vu l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France N°MRAe AKIF-2023-113 du 13 septembre 2023 concluant à l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale de la modification simplifiée n°9 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France après examen au cas par cas, ci-annexé.

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol a prescrit la procédure de modification simplifiée n°9 du Plan Local d'Urbanisme de Tremblay-En-France afin de permettre la réalisation de la ligne 17 Nord du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire communal.

Considérant que la modification simplifiée n°9 vise ainsi à :

- Permettre l'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement uniquement soumises à déclaration et nécessaires à la réalisation de la ligne 17 Nord au sein de la zone 1AUZ et du secteur Uec.
- Supprimer les emplacements réservés n°6, 9 et 10.

Considérant que l'analyse de ces modifications par l'EPT Paris Terres d'Envol et les bureaux d'études en charge de l'accompagner dans les procédures d'évolutions des PLU communaux a permis de démontrer l'absence d'incidences notables sur l'environnement.

Considérant le dispositif d'examen au cas par cas dit « ad hoc », défini aux articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme, qui dispose que la personne publique responsable doit saisir l'autorité environnementale pour avis conforme lorsqu'elle estime que la procédure d'évolution menée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol, en tant que personne publique responsable du projet de modification simplifiée n°9 du PLU de Tremblay-en-France, a ainsi soumis le 17 juillet 2023 à la MRAe Ile-de-France, pour avis conforme, un dossier présentant les évolutions projetées et les justifications lui permettant de conclure à l'absence d'incidences notables sur l'environnement de celles-ci, conformément notamment à l'article R104-34 du code de l'urbanisme.

Considérant que l'autorité environnementale, dans son avis conforme ci-annexé, valide la conclusion de l'EPT Paris Terres d'Envol sur l'absence de nécessité de réaliser l'évaluation environnementale de la procédure de modification simplifiée n°9 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France.

Considérant que, au vu de cet avis, il revient donc au conseil de territoire de Paris Terres d'Envol de prendre une décision motivée relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale conformément notamment aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme.

Considérant que l'analyse des impacts environnementaux liés aux évolutions projetées et l'avis conforme de la MRAe Ile-de-France permettent de conclure que la procédure de modification simplifiée n°9 du PLU de Tremblay-en-France n'aura pas d'incidences notables sur l'environnement et qu'il est donc pertinent de poursuivre la procédure sans réaliser d'évaluation environnementale.

Après avoir délibéré,

- **Décide** de ne pas réaliser d'évaluation environnementale de la procédure de modification simplifiée n°9 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Tremblay-en-France pendant un délai d'un mois.
- **Précise** que la délibération et l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France annexé seront transmis au Préfet de Seine-Saint-Denis et au Maire de Tremblay-en-France.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la date la plus tardive de son affichage et ou publication.

Adopté à l'unanimité

(65 voix pour, 7 abstentions : Rachid BELOUCHAT,
Lino FERREIRA, Pierre LAPORTE, Cherifa MEKKI,
Didier MIGNOT, Oussouf SIBY, Mélissa YOUSOUF)

